



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

France

Macron songe à relâcher les restrictions

Jeudi, le président français a annoncé qu'il pourrait réduire les mesures de ... • (Page 08)

Australie

Un accord entre Qantas et Japan Airlines retoqué

La Commission australienne de la consommation et de la concurrence estime ... • (Page 08)

Intervention de l'AFD au Togo

• (Page 03)

130 milliards FCFA pour 10 projets



• La ministre, Secrétaire général de la Présidence Togolaise de la République, Ablamba Sandra Johnson

Marché financier régional

Le Togo sollicite 60 milliards FCFA

Le Togo effectue une nouvelle sortie sur le marché financier régional ce vendredi 17 septembre 2021 pour solliciter 60 ... • (Page 02)

Santé & aide alimentaire

Le Japon débloque 2,5 milliards au profit du Togo

Le Japon a signé ce 16 septembre 2021 à Lomé, des notes du projet d'assistance alimentaire japonais « ... • (Page 04)

Assainissement

La BAD octroie plus de 48 millions d'euros à la Côte d'Ivoire

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) a annoncé le 15 septembre 2021, un ... • (Page 06)

FNFI / Témoignages

Agouna Alédji, quand un crédit change le cours d'une vie !

L'histoire de dame Agouna Alédji aurait pu virer au psychodrame. Heureusement, ... • (Page 11)

Hub économique

• (Page 05)

Coup d'envoi de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé



Togocom **TOGOCOM CHANGE POUR VOUS**

Marché financier régional

Le Togo sollicite 60 milliards FCFA

Le Togo effectue une nouvelle sortie sur le marché financier régional ce vendredi 17 septembre 2021 pour solliciter 60 milliards de FCFA.



● Bernard AFAWOUBO

Dans l'optique d'organiser sa relance économique post-covid-19, le Togo sollicite l'appui des investisseurs de la sous-région. Pour ce faire, le pays effectue ce vendredi 17 septembre 2021 une nouvelle sortie sur le marché financier régional pour solliciter 60 milliards de francs CFA. Le pays annonce une sortie simultanée d'obligations de relance qui devrait se boucler ce vendredi 17 septembre. Ceci, sur des maturités de 7 et 10 ans et des taux d'intérêt respectifs

de 5,90 et 6,10 %. La crise sanitaire liée au coronavirus impacte négativement tous les secteurs d'activités de par le monde. Aussi, le Togo ne serait-il pas du reste. Ainsi, cette nouvelle sortie va permettre au pays de financer la relance économique post-covid-19. Selon la BAD, un affaiblissement continu de la pandémie et la relance économique, devraient assurer au Togo une croissance de l'ordre de 4,3% en 2021 et 5,6% en 2022. Une augmentation du produit intérieur brut devrait être stimulée par le secteur agricole, des investissements accrus dans

les transports, l'énergie et les industries. Soulignons que cette nouvelle sortie du pays intervient en moins d'un mois après la précédente tenue le 20 Août dernier au cours de laquelle le Togo à la recherche de 25 milliards FCFA avait enregistré des soumissions de l'ordre de 120 milliards FCFA, soit un taux de couverture de 483%. Alors qu'il n'a finalement retenu que 27,5 milliards. Depuis le début de l'année en cours, le Togo a levé au total 435,5 milliards FCFA sur le marché Umoa-Titres.

Recettes non fiscales maritimes

Le Togo s'achemine vers un guichet unique

Réuni en conseil des ministres ce mercredi 15 septembre 2020, le gouvernement togolais s'est penché sur la création d'un guichet unique devant servir à collecter les recettes non fiscales dans le secteur maritime.

Les contours du projet ont été examinés, notamment les attributions et le fonctionnement de cette plateforme multiservices. Alors que les investissements et les réformes se sont multipliés ces dernières années dans le secteur, ce guichet unique devrait permettre aux opérateurs économiques maritimes d'accomplir en un même lieu les procédures et les déclarations

non fiscales et ainsi, réduire les coûts et les délais. Aussi, sa mise en place permettra-t-elle à l'Etat d'avoir une vue à 360° des différentes recettes non fiscales dans ce secteur, et d'optimiser la mobilisation de cette manne financière. Premier port à conteneurs en Afrique de l'ouest et hub régional pour le géant armateur MSC qui y a multiplié ses investissements, le Togo tente de consolider son

statut de leader en matière de transbordement et de corridor préférentiel. Une série de réformes avait, en 2020, conduit à la création d'un ministère spécialement dédié aux affaires maritimes. Ce département a vu porter à sa tête un spécialiste du secteur, Edem Tengue, ancien patron de la filiale togolaise de Maersk, un des plus grands armateurs au monde.

Avec Togo First

AUX DECIDEURS...

Révolution verte : échec et mat !

En juillet dernier, les Nations Unies ont tiré la sonnette d'alarme avec le rapport sur la faim pour l'année 2020, qui a documenté une augmentation de 25 % de 2019 à 2020 du nombre de personnes gravement sous-alimentées dans le monde. L'Afrique subsaharienne a connu un pic similaire avec environ 44 millions de personnes supplémentaires souffrant de la faim sévère. Le COVID-19 et le changement climatique en étaient les causes immédiates, mais le retard de la croissance de la productivité dans l'agriculture y a également contribué.

L'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) a été fondée il y a 15 ans pour résoudre ce problème de productivité. Avec un financement généreux des fondations Bill et Melinda Gates et Rockefeller, l'alliance a été fondée en tant qu'ONG internationale dédiée à la lutte contre la faim et la pauvreté chroniques. Pour ce faire, il augmenterait les rendements des principales cultures vivrières grâce à l'utilisation accrue de semences et d'engrais commerciaux.

L'alliance a fixé deux objectifs ambitieux à atteindre d'ici 2020. Le premier était de doubler les rendements et les revenus de 30 millions de ménages de petits exploitants agricoles. Le second était de réduire de moitié l'insécurité alimentaire. Grâce au financement de fondations privées et de quelques donateurs bilatéraux occidentaux, l'organisation s'est concentrée sur 13 pays africains pendant la majeure partie de ses 15 années, dépensant environ un milliard de dollars.

Depuis la publication de ses recherches, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique n'a pas été en mesure de fournir la preuve de ses impacts positifs sur la productivité, les revenus et la sécurité alimentaire. Son rapport annuel 2020 récemment publié prétend le faire, mais je pense qu'il ne présente que des changements à court terme pour de petits échantillons de cultures et de pays.

Sa mémoire de recherche remet en cause les prémisses mêmes de la « théorie du changement » de la Révolution verte. La théorie est que si les semences et les engrais sont mis entre les mains des petits agriculteurs, leurs rendements doubleront, de même que leurs revenus provenant de la vente des récoltes excédentaires. Et ils bénéficieront d'une sécurité alimentaire grâce aux cultures qu'ils cultivent et à la nourriture qu'ils peuvent désormais se permettre d'acheter.

Les taux d'adoption de semences à haut rendement et d'engrais synthétiques sont faibles, en partie parce que les intrants sont chers et ne produisent pas des rendements suffisamment élevés. Même avec des intrants subventionnés, les rendements n'ont pas augmenté de façon spectaculaire.

Avec des augmentations de rendement relativement faibles, il n'y a plus grand-chose à vendre. Pour de nombreux agriculteurs, le revenu supplémentaire des ventes ne couvre pas les coûts des intrants. Les incitations à abandonner des systèmes de culture plus diversifiés peuvent en fait compromettre la sécurité alimentaire en diminuant la diversité des régimes alimentaires et en réduisant la résilience climatique. La faim sévère dans les 13 pays cibles a augmenté de 30 %.

Les augmentations temporaires des rendements des intrants de la Révolution verte ont tendance à s'estomper avec le temps. La fertilité des sols diminue sous les monocultures alimentées par des engrais synthétiques. Les agriculteurs deviennent dépendants des subventions et risquent de s'endetter.

Les échecs décrits ici impliquent une série d'initiatives, pas seulement l'Alliance pour une révolution verte en Afrique. Pourtant, le Forum de la révolution verte en Afrique de cette année cherche à célébrer ces entités avant le prochain Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires le 24 septembre.

L'alliance affirme que son forum cette année parle avec une "voix africaine coordonnée singulière". En dehors du forum, des représentants de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique, un vaste réseau représentant quelque 200 millions de producteurs alimentaires, ont exigé la fin du financement de l'AGRA.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Intervention de l'AFD au Togo

130 milliards FCFA pour 10 projets

La première revue du portefeuille des projets financés par l'Agence française de développement (AFD) au Togo s'est tenue le mardi 14 septembre 2021, par visioconférence. Il en ressort que le montant global du financement de l'AFD en cours au Togo est de 130 milliards de Francs CFA pour 10 projets.

• Joël YANCLO

Le Togo et l'AFD font le point de leur partenariat. Ceci, à travers la revue portefeuille des projets financés par l'Agence française de développement (AFD) au Togo s'est tenue le mardi 14 septembre 2021, par visioconférence. La rencontre a été présidée par la ministre, Secrétaire général de la Présidence, Ablamba Sandra Johnson, en présence du Directeur pays de l'AFD, François Jacquier-Pélissier. Les deux parties ont fait le point de l'avancement de la mise en œuvre des projets financés et évalué les résultats obtenus. Le montant global du financement de l'AFD en cours au Togo est de 130 milliards de Francs CFA dont 49 milliards en subvention. Le portefeuille comporte dix projets repartis dans les secteurs de l'agriculture, l'éducation, la formation professionnelle, l'énergie, l'eau et l'assainissement. A travers cette évaluation, les



• La ministre, Secrétaire général de la Présidence Togolaise de la République, Ablamba Sandra Johnson

parties prenantes ont mis en évidence le regain du dynamisme de l'économie togolaise avec un défi de mobilisation du financement international, qui appelle un suivi efficace des conventions des financements et des marchés publics pour

une meilleure consommation des ressources. La délégation togolaise et celle de l'Agence française de développement, ont exprimé leur satisfaction au regard de ces résultats positifs enregistrés et se sont félicitées du dynamisme du partenariat. Elles ont procédé

à cet effet à l'identification et à l'analyse des défis à relever pour une exécution optimale desdits projets. Les deux parties ont en outre convenu de la mise en place d'un mécanisme de suivi et de pilotage du portefeuille de l'AFD et se sont également engagées

à organiser des revues périodiques, pour plus d'efficacité et d'efficience dans l'exécution des projets. La ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République, Ablamba Sandra Johnson, a salué la tenue de cette première revue, au moment où le gouvernement met en œuvre la Feuille de route 2020-2025 avec une nouvelle dynamique de programmation, de mise en œuvre et de suivi et évaluation des investissements publics pour une croissance économique inclusive, durable et génératrice des emplois. Elle a exprimé la gratitude du gouvernement togolais à l'institution financière publique de la France pour son accompagnement dans la mise en œuvre des projets prioritaires à fort impact sur le bien-être de la population. « Je saisis cette opportunité pour exprimer à l'Agence française de développement la profonde gratitude du gouvernement pour ses appuis multiformes constamment renouvelés dans

les secteurs de l'eau et l'assainissement, l'agriculture, l'environnement, l'énergie, les pistes rurales et métiers de l'industrie ». La ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République, Ablamba Sandra Johnson a, par ailleurs, invité tous les acteurs impliqués à jouer leur partition en vue de réaliser une performance optimale dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets du portefeuille de l'AFD. Pour rappel, l'Agence française de développement appuie le Togo depuis les années 1960 dans sa politique de développement socioéconomique. Ses interventions dans le pays connaissent une évolution remarquable, en ce qui concerne la taille et le volume des projets financés. Le champ d'action de ce partenariat s'est également élargi à partir de 2010 au secteur privé avec des subventions et des garanties aux PME-PMI togolaises en vue de leur faciliter l'accès au financement.



Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Financement des PME et TPE

Togo Invest et Kara Investment Fund vont mobiliser des ressources

Opportunités de financement pour les Petites et Moyennes Entreprises (PME) et les Très Petites Entreprises (TPE) togolaises. Togo Invest Corporation SA et Kara Investment Fund s'associent pour mobiliser des ressources financières pour les accompagner.

● Joël YANCLO

Togo Invest Corporation SA et Kara Investment Fund, un fonds d'investissement domicilié au Luxembourg (Grand-Duché), représenté par son directeur général Jean-Pierre Mateza, ont décidé de tisser des relations stratégiques et privilégiées à travers un Mémoire d'Entente (MOU) signé le jeudi 12 août 2021. Conformément à ce Mémoire d'Entente, les deux parties devront joindre leurs efforts pour mobiliser les ressources financières dans le but d'accompagner les Petites et Moyennes Entreprises (PME) et les Très Petites Entreprises (TPE) togolaises dans leur phase de croissance et contribuer, de ce fait, à la consolidation du tissu économique national dans le cadre de la feuille de route gouvernementale pour



la période 2020-2025. Plus précisément, les deux signataires ont convenu d'échanger les informations et les points de vue d'une manière continue en ce qui concerne la mobilisation de fonds auprès d'Investisseurs Institutionnels européens pour financer des projets dans les secteurs de l'agriculture, des énergies renouvelables, des infrastructures portuaires, aéroportuaires, routières, de télécommunication et digitales. Kara Investment Fund

est un fonds d'investissement à impact qui intervient exclusivement sur le continent africain et privilégie le financement par de la dette de projets à impact économique et social ainsi que les projets respectueux de l'environnement. Armand Guy Zoungouere-Sokambi, Président du Conseil d'Administration du fonds et qui a notamment occupé par le passé le poste d'Ambassadeur de la République Centrafricaine à Bruxelles, ainsi que le poste de Vice-Président de la Banque de Développement des États d'Afrique centrale (BDEAC) a remercié la partie togolaise qui n'a de cesse de manifester sa volonté de nouer des partenariats avec des structures internationales dans l'optique



Afrique de l'Ouest

ARM-Harith lance un fonds d'infrastructures climatiques urbaines de 250 millions \$

La résilience des infrastructures aux chocs climatiques est l'un des enjeux majeurs de l'adaptation en Afrique. Elle permet en effet de réduire le coût des dommages endurés suite aux événements climatiques extrêmes. Une économie bienvenue pour des pays au déficit infrastructurel prononcé.

Le gestionnaire de fonds d'infrastructures mauricien, ARM-Harith Infrastructure Investments Limited, lance le fonds ARM-Harith Cities and Climate Transition (ACT). Il lèvera 250 millions \$ pour investir dans des solu-

tions d'infrastructures climatiques urbaines en Afrique de l'Ouest, particulièrement au Nigeria. Les investissements seront principalement axés sur les énergies renouvelables, la mobilité urbaine, l'eau et les déchets. ARM-Harith s'appuiera sur le fonds ACT pour mobili-

ser des capitaux internationaux et l'épargne retraite nationale dans des infrastructures qui soutiennent un avenir à faible émission de carbone. Selon Tariye Gbadegesin, CEO d'ARM-Harith, le Fonds fait partie d'un programme plus vaste d'investissement dans les

Santé & aide alimentaire

Le Japon débloque 2,5 milliards au profit du Togo

Le Japon a signé ce 16 septembre 2021 à Lomé, des notes du projet d'assistance alimentaire « Kennedy Round (KR) » et du projet de développement économique et social (PDES) 2021, avec les ministères en charges de l'agriculture et de la santé. Par ce geste, le Japon met à la disposition du gouvernement togolais environ 2 milliards 500 millions de Francs CFA au total de dons destinés à la population togolaise pour le compte de la santé et de l'aide alimentaire.

● Eyram AKAKPO

La République du Japon à octroyer ce jeudi lors d'une cérémonie tenue à Lomé, une enveloppe financière de 400 millions de yens soit environ 2,03 milliards FCFA, au Togo pour le compte du Projet KR 2021. L'aide alimentaire japonaise nommée « Kennedy Round » (KR) est un projet des Nations Unies, initié en 1968 visant à développer les relations de coopération entre les pays développés et les pays en voie de développement. Cette assistance entre dans le cadre d'une coopération financière non-remboursable qui permet aux pays en voie de développement concernés par le projet d'acquiescer des vivres (riz et blé) au profit des couches vulnérables de leurs populations. Les fonds de contrepartie issus des ventes, servent à la mise en œuvre des projets de développement socio-économiques dans les pays bénéficiaires. « Au-delà de la mobilisation des vivres au profit des populations togolaises, les projets KR ont permis de constituer des fonds de contrepartie, dont une partie finance actuellement le projet d'appui au développement des zones



d'aménagement agricole planifiées (zaap) au Togo, dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale Togo 2025 » a indiqué le ministre Antoine Lékpa Gbegbeni. Il importe de rappeler que, le Togo a bénéficié tout récemment du Projet KR 2020, dont la cargaison de riz, d'une quantité totale de 2 963 tonnes de riz blanc, est attendue en janvier 2022. Outre le projet KR, le gouvernement japonais dans le cadre de son guichet « Programme de Développement Economique et Social », a accordé un don de 100 millions de Yen au Togo, afin de l'accompagner dans la gestion de la pandémie de Covid-19. Cet accompagnement fait suite à un besoin exprimé par le Ministère de la santé, à travers l'Ambassade du Japon près du Togo

avec résidence en Côte d'Ivoire. Ce don qui s'élève à environ 508 millions de FCFA, concerne la dotation en équipements médicaux destinés aux hôpitaux du Grand Lomé. « Ce don va permettre l'acquisition de matériels médicotecniques indispensables aussi bien au diagnostic qu'à la prise en charge » a indiqué prof. Moustafa MIJIYAWA. Pour sa part, l'Ambassadeur du Japon au Togo Hideaki KURAMITSU a souligné qu'il « affirme une nouvelle fois que le Japon reste engagé pour toutes les coopérations au bénéfice des populations togolaises ». Il faut souligner que la cérémonie a été marquée par la remise officielle du riz au titre du projet KR 2019 par l'Ambassadeur du Japon à la République togolaise.

Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Coup d'envoi de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé

Inaugurée le 6 juin dernier par le chef d'Etat Faure Gnassingbé, la plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA), développée par ARISE IIP en partenariat avec la République togolaise, est désormais opérationnelle. Ce hub économique, qui ambitionne d'industrialiser le Togo, repose sur deux éléments logistiques clés : le terminal du port sec et le parking à camions.

Tout est allé très vite depuis la signature du partenariat le 8 juillet 2020 entre l'Etat togolais et ARISE IIP, développeur panafricain de plateformes industrielles. Presque un an jour pour jour après le lancement de ses travaux, la plateforme industrielle d'Adétikopé démarre ses activités ce 15 septembre, suite à diverses visites officielles. Après avoir été inaugurée par le chef de l'Etat début juin, elle a reçu la visite le 31 août du ministre des Transports routiers aériens et ferroviaires, Affoh Atcha Dedji, suivie de celle de Kokou Edem Tengue, ministre de l'Economie maritime de la pêche et de la protection côtière le 10 septembre. Objectif : constater la mise en place des premiers équipements de manutention sur le port sec, ainsi que la qualité des infrastructures construites pour s'assurer de son opérationnalisation prévue le 15 septembre.

Tous ont souligné l'excellent travail réalisé sur le port sec en moins d'un an et se sont félicités de la concrétisation de ce projet ambitieux, l'une des composantes phares du PND 2018-2022, qui vise essentiellement l'industrialisation du secteur agricole (coton, anacarde, riz, soja, sésame...) en permettant la transformation locale des richesses naturelles togolaises et l'exportation de produits manufacturés. Avec, à la clé la création de 35 000 emplois directs et indirects sur quatre ans.

Désengorger le port de Lomé

Située à une vingtaine de kilomètres au nord de Lomé, d'une surface de 400ha, cette zone industrielle à vocation régionale repose sur deux éléments clés : un port sec de 6 ha destiné à l'écoulement des containers des clients et un parking à camions. Le premier, l'« Inland Containers Depot », affiche un double objectif : désengorger le Port autonome de Lomé en allégeant son trafic et permettre aux opérateurs de transport desservant les pays enclavés - à l'instar du Burkina Faso, du Mali



et du Niger - de bénéficier de nombreux services logistiques et des installations de pointe de PIA (systèmes de contrôle visuel, de billetterie et d'accès automatisés...) En termes de manutention, ce port sec est doté d'équipements de dernière génération tels que des Reachstackers (engins élévateurs de conteneurs vides et pleins), des Empty Container Handlers (engins dédiés à la manutention de conteneurs vides) et des Terbergs et Trailers (engins dédiés au transfert des conteneurs d'un point).

Catalyseur de l'économie

D'une capacité de près de 500 camions, le parking à camions, à disposition des opérateurs de transport logistique na-

tionaux et internationaux, a accueilli le 26 juillet dernier les premiers véhicules en provenance des pays enclavés. Parmi les autres services logistiques proposés figurent aussi un entrepôt pour charger, décharger et transférer les containers, une plateforme de stockage du coton et d'autres matières premières ainsi qu'une zone de 200 000m² dédiée aux autres activités logistiques.

Au-delà du secteur agro-alimentaire, cette zone industrielle, qui a nécessité un investissement de plus de 130 Md FCFA entend jouer un rôle de catalyseur de l'économie togolaise à travers l'émergence de nouvelles industries à fort potentiel dans les domaines du textile, de la pharmacie, des cosmétiques, de l'automobile et du recyclage. ARISE IIP a ainsi lancé un appel d'offres pour l'attribution de la construction d'usines textiles intégrées, les candidats intéressés étant appelés à se manifester avant le 20 septembre.

(ARISE IIP)



Assainissement

La BAD octroie plus de 48 millions d'euros à la Côte d'Ivoire

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) a annoncé le 15 septembre 2021, un prêt de 48,4 millions d'euros à la Côte d'Ivoire, pour le financement et la mise en œuvre du Projet d'assainissement et d'amélioration du cadre de vie du District autonome d'Abidjan (PAACA).

● Eyram AKAKPO

Prévu pour une période de cinq ans, le projet prolonge celui de gestion intégrée du bassin versant du Gourou, financé par la Banque et clôturé en décembre 2017. Ce dernier projet selon la BAD, a permis entre autres, une meilleure régulation de l'évacuation des eaux pluviales dans la capitale économique ivoirienne et surtout la réduction des inondations au niveau du Carrefour de l'Indénié. Plusieurs réalisations sont attendues au cours de la mise en œuvre du PAACA, notamment la réhabilitation et l'extension de 82,15 kilomètres de réseaux d'assainissement des eaux usées dans les zones nord et sud de la ville, la réalisation de 16,15 kilomètres de canaux de drainage des eaux pluviales, la mise en place de 2 700 branchements sociaux pour les ménages vulnérables sur le réseau des eaux usées, l'aménagement d'un jardin public et la réhabilitation de trois centres de santé raccordés au réseau d'eau potable. A en croire la BAD, les ménages, les écoles et centres de santé, un millier de branchements en eau potable seront réalisés pour améliorer l'accès à l'eau potable. Seront égale-



ment construits 429 latrines scolaires et publiques, deux hangars et aires de séchage pour le fumage des poissons, cinq unités de fabrication d'attiéké (semoule de manioc). Enfin, des équipements de gestion des déchets solides seront mis en place avec un accompagnement à la formation des pré-collecteurs. « Un important volet IEC (information, éducation, communication) sera également développé pour sensibiliser les populations sur la gestion des ouvrages d'assainissement, l'hygiène, la santé et les amener ainsi à un changement de comportement par rapport à l'assainissement et au cadre de vie », a indiqué la directrice pour l'Afrique de l'ouest de la Banque africaine de développement, Marie-Laure Akin Olugbade. Pour le directeur du département eau et assainissement à la BAD Oswald

Chanda, il est prévu de réaliser une étude sur l'analyse de la vulnérabilité aux risques hydro-climatiques de la ville d'Abidjan. Cette étude s'intéressera également à la question de l'élévation du niveau de la mer. Des activités seront identifiées à travers le développement d'un projet à soumettre au Fonds vert pour le Climat sur la base des résultats de cette étude et celles sur la gestion et la valorisation des déchets solides. Il faut souligner que la zone d'intervention du projet couvrira plusieurs communes du district d'Abidjan : Adjamé, Attécoubé, Abobo, Cocody, Bingerville, Marcorry, Koumassi ainsi que cinq villages de la sous-préfecture de Songon (Songon-Kassembé, Songon-Dagbé, Songon-Té, Songon-Agban, Songon Mbraté).

Intelligence artificielle

La prestigieuse université de Wits veut collaborer avec des chercheurs africains

Bien que toujours en retard dans le domaine de l'intelligence artificielle, l'Afrique continue sa marche en avant pour combler un tant soit peu ce gap technologique.

Zebon Vilakazi (photo), vice-recteur et directeur de l'université de Witwatersrand (Wits) en Afrique du Sud, a déclaré mercredi 8 septembre, lors de l'AI Expo Africa 2021, que son université souhaite collaborer avec les chercheurs africains au sein de son nouveau consortium AI Africa. Le but est d'étudier l'avancement de l'intelligence artificielle et son application dans la recherche et l'innovation. M. Vilakazi pense que l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique « offrent d'énormes possibilités de développement et de progrès en Afrique ». Pour cela, la mise en place d'une communauté de chercheurs du continent dans le secteur est une option intéressante. « Il existe d'énormes possibilités de créer une activité économique et de résoudre des problèmes en s'appuyant sur l'IA et le machine learning. Cela



garantira l'avenir de notre société pour les générations à venir », a-t-il déclaré. L'IA et l'apprentissage automatique sont, de nos jours, des leviers de développement et il est important que l'Afrique comble son écart avec le reste du monde dans ce secteur. « Pour que nous participions pleinement au XXIe siècle, nous devons utiliser cette renaissance scientifique pour stimuler l'innovation et favoriser la croissance d'un écosystème scientifique solide », renchérit Zebon Vilakazi. L'université de Witwatersrand aimerait apporter une capacité d'infrastructure d'IA à grande échelle et une

expertise de classe mondiale aux universités, aux institutions de recherche, aux chercheurs et aux collaborateurs industriels africains. Notons que Wits est la plus prestigieuse université du pays ayant eu en son sein des personnalités comme Nadine Gordimer (lauréate du prix Nobel de littérature en 1991), Johnny Clegg (célèbre chanteur) ou encore l'icône de la lutte contre la ségrégation raciale dans le pays, Nelson Mandela (premier président noir d'Afrique du Sud et lauréat du prix Nobel de la paix en 1993).

Avec Agence Ecofin

Transports

Bénin Terminal se dote de deux nouveaux stackaces

Bénin Terminal, opérateur du terminal à conteneurs du Port de Cotonou, a mis en service le 1er septembre 2021 deux engins de manutention de conteneurs vides construits par Konecranes, spécialisé dans les équipements de levage. Leur réception a eu lieu à la mi-août et a été suivie par une phase de montage et de formation des agents opérateurs.

D'un coût total de 300 millions FCFA (467 000 €), financés par Bénin Terminal, ces deux engins à la pointe de la technologie ont la particularité d'offrir des hauteurs d'empilement allant jusqu'à sept (7) conteneurs standards permettant ainsi une maximisation des espaces et une hausse des volumes manutentionnés. Ces nouveaux équipements vont ainsi permettre d'améliorer la productivité de Bénin Terminal, de renforcer les cadences de livraison, et de réduire les délais de traitement des marchandises. Ils viendront également renforcer les performances du port de Cotonou mais aussi soutenir la compétitivité du pays et contribuer à dynamiser les échanges commerciaux en Afrique de l'Ouest. « Malgré la pandémie de Covid-19, Bénin Terminal poursuit son programme d'investissements et continue à œuvrer pour la modernisation des activités portuaires au Port Autonome de Cotonou. Ces nouveaux équipements de 16 tonnes chacun vont davantage fluidifier nos opérations de manutention et améliorer la qualité des prestations



pour nos clients armateurs et réceptionnaires », a déclaré Yann MAGARIAN, Directeur général de Bénin Terminal.

À propos de Bénin Terminal

Bénin Terminal, concession de Bolloré Ports, est l'opérateur du terminal à conteneurs du Port de Cotonou. L'entreprise est engagée dans un partenariat public-privé qui lui permet de répondre aux exigences de ses clients armateurs, importateurs ou exportateurs. Grâce à 95 milliards de FCFA (145 millions d'euros) investis depuis 2013 par Bénin Terminal, le terminal à conteneurs est devenu un hub logistique régional de

croissance pour le Niger, le Mali, le Burkina Faso et le Nigéria. Il participe à faire de Cotonou un port plus performant, plus moderne et plus attractif au service du développement économique du Bénin. Acteur majeur de la chaîne logistique du pays, Bénin Terminal emploie 677 béninois et développe une politique de sous-traitance qui permet de générer un millier d'emplois indirects. Bénin Terminal mène également des actions pour les populations en partenariat avec des ONG, par exemple le soutien à la scolarisation des jeunes affectés par le VIH, l'appui à l'autonomisation des jeunes et la sensibilisation à la préservation de l'environnement.

(BOLLORE)

Afrique

Trine investit 5 M€ dans le fournisseur d'énergie solaire Solarise

L'investisseur suédois Trine confirme un investissement de 5 millions d'euros dans Solarise Africa, qui fournit de l'énergie solaire aux clients commerciaux et industriels. Cet investissement permettra son expansion dans plusieurs pays africains.

Un nouvel investisseur s'intéresse à Solarise Africa. Il s'agit de Trine, une plateforme d'investissement à impact. L'investisseur basé à Göteborg (en Suède) injectera en tout 5 millions d'euros dans Solarise Africa, en plusieurs tranches. «Le premier cycle de financement par emprunt (...) permettra de débloquer le potentiel pour répondre à la demande d'énergie renouvelable et financera cinq projets solaires dans les régions d'Afrique du Sud et du Kenya», explique Trine Outre ces deux pays d'Afrique de l'Est et australe, l'investissement permettra de fournir de l'énergie solaire aux clients commerciaux et industriels au Rwanda et au Ghana. Selon la plateforme d'investissement suédoise, la demande d'actifs d'énergie renouvelable sur site augmente rapidement, car les entreprises sont confrontées à la hausse



des coûts énergétiques (notamment du pétrole, Ndlr) et souhaitent améliorer la durabilité de leurs activités. La mise en place de micro-réseaux sur site nécessite des investissements importants et les propriétaires et exploitants de bâtiments ont peu d'options pour gagner en autonomie énergétique. L'investissement de Trine permettra de «déployer des projets et étendre la part de marché dans les pays actuellement opérationnels. À l'heure actuelle, Solarise Africa est présente au Kenya, en Afrique du Sud, au Rwanda, en Ouganda et

au Ghana, où plusieurs projets ont été déployés, et notre portefeuille continue de se développer rapidement», explique Jan Albert Valk, le président-directeur général et cofondateur de Solarise Africa. La société basée à Johannesburg finance et installe des systèmes solaires photovoltaïques. Les entreprises bénéficiaires de cette énergie propre se contentent de payer une facture d'électricité par mois. Pour financer son expansion en Afrique, Solarise a mobilisé 6,5 millions d'euros en 2020, dans le cadre d'une levée de fonds à laquelle a pris part Proparco, la filiale du groupe de l'Agence française de développement (AFD), ainsi qu'EDFI ElectriFI (Electrification Financing Initiative), un mécanisme de financement de l'Union européenne.

Avec afrik21

BRVM 10	140,36
Variation Jour	↑ 0,51 %
Variation annuelle	↑ 7,24 %



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

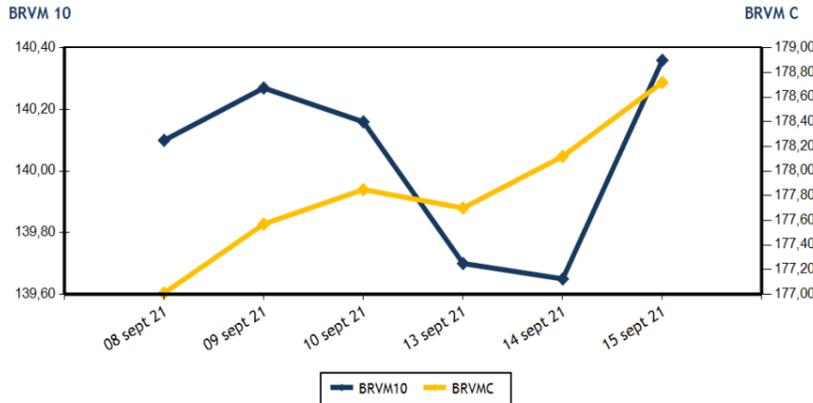
N° 178

mercredi 15 septembre 2021

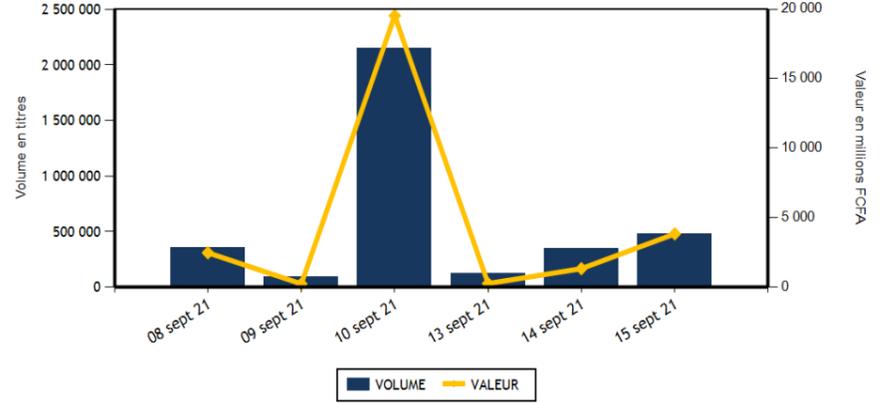
Site : www.brvm.org

BRVM Composite	178,72
Variation Jour	↑ 0,34 %
Variation annuelle	↑ 22,94 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 378 590 089 586	0,34 %
Volume échangé (Actions & Droits)	187 123	-41,96 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	882 259 329	-16,44 %
Nombre de titres transigés	43	2,38 %
Nombre de titres en hausse	18	-14,29 %
Nombre de titres en baisse	9	-10,00 %
Nombre de titres inchangés	16	45,45 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 094 577 960 443	-0,06 %
Volume échangé	294 114	946,30 %
Valeur transigée (FCFA)	2 955 259 350	951,00 %
Nombre de titres transigés	7	-30,00 %
Nombre de titres en hausse	2	0,00 %
Nombre de titres en baisse	2	100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	-57,14 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	4 755	7,46 %	286,59 %
BICI CI (BICC)	6 495	6,48 %	-2,77 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	675	6,30 %	237,50 %
BERNABE CI (BNBC)	2 075	6,14 %	245,83 %
PALM CI (PALC)	4 995	5,60 %	122,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	98 600	-5,34 %	93,71 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	820	-3,53 %	127,78 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 250	-1,96 %	50,50 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 865	-1,84 %	15,84 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	4 510	-1,74 %	22,06 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	84,20	-1,30 %	132,28 %	27 123	50 318 370	20,56
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	439,24	0,34 %	7,01 %	44 211	518 872 165	7,79
BRVM - FINANCES	15	67,25	0,85 %	12,10 %	58 257	160 718 224	14,21
BRVM - TRANSPORT	2	531,44	-1,55 %	40,34 %	2 885	6 241 850	8,86
BRVM - AGRICULTURE	5	199,83	2,06 %	130,91 %	24 846	102 389 820	13,07
BRVM - DISTRIBUTION	7	333,16	-0,92 %	47,14 %	27 876	42 381 025	20,73
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	857,55	0,00 %	148,21 %	1 925	1 337 875	4,03
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	11,81	
Taux de rendement moyen du marché	6,63	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,15	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	95	
Volume moyen annuel par séance	261 171,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 548 767 446,30	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	2,86	
Ratio moyen de satisfaction	53,15	
Ratio moyen de tendance	1 856,06	
Ratio moyen de couverture	5,39	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	2,57	
Nombre de SGI participantes	28	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

France

Macron songe à relâcher les restrictions

Judi, le président français a annoncé qu'il pourrait réduire les mesures de lutte contre le coronavirus si la situation continuait de s'améliorer.

Malgré la rentrée, l'épidémie de Covid-19 se calme en France. Le président Emmanuel Macron promet donc de réfléchir à relâcher les restrictions, à commencer par l'application du pass sanitaire, mais il reste pour l'heure très prudent. «Dès que les conditions sanitaires le permettront et, à mon avis, quand je vois les chiffres, ça ne va pas venir si tard», on pourra se «permettre, sur les territoires où le virus circule moins vite, de lever certaines contraintes et de revivre normalement», a déclaré jeudi le chef de l'État.

Contaminations en recul

La rentrée s'annonçait pourtant incertaine et même risquée. L'été a été marqué par la propagation du variant Delta du coronavirus, nettement plus contagieux et résistant aux vaccins que ses prédécesseurs même si ces derniers restent très efficaces contre les formes graves. Comme d'autres pays, la France a connu une «quatrième vague» au début de l'été, avec une nette reprise des contaminations, y compris chez des personnes déjà vaccinées contre le Covid. Avec la rentrée des classes et le retour au travail de nombreux employés, on pouvait redouter que la flambée perdure. Mais celle-ci a en fait faibli. Depuis la mi-août, les contaminations reculent et, plus important encore, les hospitalisations en soins critiques, qui avaient progressé mais restaient limitées, se mettent à leur tour à décliner. La situation s'est «considérablement améliorée», a résumé jeudi le ministre de la Santé, Olivier Véran, précédant de quelques heures des propos semblables d'Emmanuel Macron.

Pas de foule de contrevenants

Autre soulagement pour le gouvernement, le système



• Emmanuel Macron reste encore prudent sur de possibles allègements. Reuters

de santé n'a, dans l'immédiat, guère pâti de l'entrée en vigueur mercredi de la vaccination obligatoire pour les soignants, alors que certains observateurs redoutaient des exclusions en masse. «Le 15 septembre noir, jour de l'entrée en vigueur de l'obligation vaccinale des professionnels, tant commenté, fantasmé, qui annonçait une foule de contrevenants refusant la vaccination, n'a pas eu lieu!» s'est félicitée dans un communiqué Zaynab Riet, déléguée générale de la Fédération hospitalière de France (FHF) qui réunit les principaux établissements du pays.

Pas d'échéancier précis

Dans le détail, selon les chiffres donnés par Olivier Véran, seuls 3000 soignants ont été suspendus mercredi pour ne pas être vaccinés, un chiffre qu'il a mis regard avec les plus de 2,5 millions de salariés concernés. Enfin, la vaccination anti-Covid 19 reste en France l'une des plus avancées parmi les pays européens, même si elle ralentit depuis quelques semaines. Évoqué depuis des semaines, l'objectif de 50 millions de primovaccinés --initialement fixé pour fin août-- semble enfin à portée de main pour cette fin de semaine. Dans ce contexte, l'État, en premier lieu Emmanuel Ma-

cron, commence à agiter la promesse d'un relâchement des restrictions, dont la plus emblématique des derniers mois: le pass sanitaire exigé dans de nombreux endroits, comme les restaurants et cinémas.

«Je suis le plus heureux des hommes»

Ce pass prouve que le client est vacciné, a subi un test négatif ou a déjà été atteint par le Covid-19 et est donc immunisé. Et Emmanuel Macron s'est dit prêt à le «lever (...) dans les endroits où on le met, là où le virus ne circule quasiment plus». «Si je peux demain arrêter le pass sanitaire, je suis le plus heureux des hommes», a-t-il insisté. Mais le président de la République, qui s'exprimait lors des Rencontres de l'Union des entreprises de proximité (U2P), reste prudent et se garde de donner un échéancier précis, revendiquant son «pragmatisme». Il a explicitement exclu tout allègement du pass sanitaire lors des deux à trois prochaines semaines, faisant écho au ton prudent employé quelques heures plus tôt par son ministre de la Santé. «Nous ne sommes pas encore dans une situation qui permet de réduire» les «mesures de contrôle de l'épidémie», car «ce serait un peu trop tôt», a estimé Olivier Véran.

(AFP)

Chine

Evergrande, le géant de l'immobilier au bord de la faillite

Le géant immobilier chinois Evergrande est très lourdement endetté, son passif s'élevant à hauteur de 260 milliards d'euros. Il risque la faillite.



• Le groupe Evergrande emploie près de 200'000 personnes. AFP

La faillite éventuelle aurait des conséquences considérables en Chine: Evergrande, fleuron de l'immobilier en proie à une dette abyssale, a prévenu mardi qu'il pourrait ne pas honorer ses obligations envers ses créanciers. Comment l'un des plus grands groupes privés de Chine a-t-il pu se retrouver au bord de la faillite?

Qu'est-ce qu'Evergrande?

Evergrande est le plus gros promoteur immobilier du pays en termes de chiffre d'affaires, avec une présence revendiquée dans plus de 280 villes. Le groupe dit employer 200'000 personnes et générer indirectement 3,8 millions d'emplois. Son président, Xu Jiayin, est la cinquième fortune du pays, selon le cabinet spécialisé Hurun.

D'où viennent ses problèmes?

L'immobilier est traditionnellement l'une des locomotives de l'économie chinoise. Le secteur, qui a attiré l'an dernier plus du quart des investissements, a joué un rôle clé pour la reprise post-pandémie. Mais Pékin, qui craint une surchauffe, a durci

ces derniers mois les conditions d'accès au crédit pour les promoteurs. En vertu des nouvelles règles, Evergrande ne peut plus vendre de biens avant d'en avoir formellement fini la construction. Dans le passé, le groupe avait largement profité de ce modèle pour se financer et maintenir à flot ses activités. Récemment, plusieurs sous-traitants et fournisseurs se sont plaints de ne pas être payés. Et des chantiers ont été mis à l'arrêt.

Dans quelle situation se trouve-t-il ?

Evergrande a multiplié ces dernières années les acquisitions. Il est aujourd'hui lourdement endetté. Son passif est estimé à 196,6 milliards de yuans, soit l'équivalent de 260 milliards d'euros. Lundi, des investisseurs en colère ont manifesté devant le siège du groupe à Shenzhen (sud). Evergrande a démenti être proche de la faillite. Certains propriétaires qui ont payé en avance pour la construction de leur logement risquent de ne jamais pouvoir en bénéficier. Le pouvoir chinois est particulièrement préoccupé par l'ampleur des prêts contractés par les grands conglomérats privés du pays et leur labyrinthe de filiales

enchevêtrées. Ces dernières années, Pékin a poussé les grands groupes à une cure d'amaigrissement, à l'image de Wanda (immobilier, cinéma, parcs d'attractions), Fosun (tourisme, divertissement) ou encore HNA (tourisme, aviation).

L'espoir dans la diversification ?

Outre l'immobilier, Evergrande s'est lancé dans la voiture électrique. Fondé en 2019, Evergrande Auto avait pour objectif de révolutionner le secteur et rivaliser avec le constructeur américain Tesla. Deux ans plus tard, non seulement l'entreprise ne commercialise aucun véhicule, mais, valorisée un temps à 120 milliards de dollars, elle n'en vaut plus que... 50 milliards. Pékin a publiquement pressé le mois dernier Evergrande de régler «activement» ses problèmes d'endettement. Une démarche inhabituelle, à la mesure de l'inquiétude que la santé du groupe suscite. Inquiètes de ses capacités de remboursement, plusieurs agences internationales de notation ont abaissé leur note de solidité financière et lui ont attribué l'une des plus mauvaises.

(AFP)

Australie

Un accord entre Qantas et Japan Airlines retoqué

La Commission australienne de la consommation et de la concurrence estime que cette entente entre Qantas et Japan Airlines pénaliserait les consommateurs.

L'autorité australienne de la concurrence a retoqué définitivement lundi un accord entre les compagnies aériennes Qantas et Japan Airlines portant sur les tarifs, les horaires et un partage de codes, estimant que cette entente pénaliserait les consommateurs. L'accord aurait permis aux deux compagnies de s'entendre sur les prix des billets,

ainsi que sur les horaires. La Commission australienne de la consommation et de la concurrence a estimé que ce projet «enlèverait de la compétition» entre les deux groupes, qui, en temps normal, opèrent 85% des vols entre l'Australie et le Japon. Le régulateur avait indiqué qu'un tel rejet était probable, mais les transporteurs, durement touchés par la pandémie,

espéraient, en vain, un sursis. «L'accord mènerait certainement à affaiblir la concurrence lorsque les vols internationaux reprendront, au détriment des passagers voyageant entre l'Australie et le Japon», a expliqué l'autorité de la concurrence.

«Déception» pour Qantas

L'Australie a fermé ses fron-



• L'Australie pourrait rouvrir ses frontières progressivement aux voyageurs vaccinés d'ici la fin de l'année. AFP

tières internationales il y a 18 mois afin d'endiguer la propagation du coronavirus. Les liaisons entre les principales villes du pays ont aussi

été interrompues à plusieurs reprises, plombant les résultats des transporteurs. La compagnie australienne Qantas a exprimé sa «déception» à propos de la décision, estimant que l'accord aurait aidé à «assurer une reprise rapide et durable après le Covid». L'Australie pourrait rouvrir ses frontières progressivement aux voyageurs vaccinés d'ici la fin de l'année. Le

mois dernier, Qantas a annoncé des revenus en recul de 12 milliards de dollars australiens (8,1 milliards de francs) sur sa dernière année fiscale par rapport à 2018/2019, non impactée par le Covid-19. La compagnie a reçu plus d'un milliard de dollars d'argent public et a licencié ou mis en congés sans soldes des milliers d'employés.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Webinaire sur « Les partenariats public-privé et la crise du COVID-19 »	28 Octobre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
RDC-Afrique Business Forum	13 au 14 septembre 2021	Kinshasa et Virtuel	https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com
Forum politique de la société civile	27 Septembre 2021	Virtuel	civilsociety@worldbank.org
Quatrième édition du Forum pour la résilience en Afrique	28 au 30 septembre 2021	Virtuel	Néant
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrika.org/
2è édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF 2021)	15 au 21 novembre 2021	Durban, Afrique du Sud	https://www.intrafricantradefair.com/
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org
36e Comité Intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts (CIHFE) pour l'Afrique du nord	23 au 26 Novembre 2021	Marrakech, Maroc	https://www.uneca.org
Sommet sur l'énergie et l'économie	22 et 23 novembre 2021	Libye	https://ecotechquebec.com

HOROSCOPE finance

Bélier Votre chemin sera semé d'embûches. Faites donc attention ! Des risques, encore des risques dans le domaine financier. Vous serez tenté de prendre un malin plaisir à vous lancer dans les entreprises les plus audacieuses. Seulement voilà, vous pourriez vous en mordre les doigts très rapidement. Le temps sera à la prudence et non pas à l'audace. Alors, réfléchissez bien avant de plonger.

Taureau Vous avez eu la possibilité de faire de bons projets financiers à long terme. Bien que vous n'avez pas de problèmes pécuniaires en ce moment, un conseil pourtant : économisez ! Car Saturne sera en train de revenir dans votre Ciel et, vous le savez, son action va plutôt dans le sens de la restriction que dans celui de l'opulence. Alors, soyez fourmi, et vous pourrez bientôt redevenir cigale !

Gémeaux Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

Cancer L'influence de Saturne dans le secteur d'argent n'est pas très réjouissant. Saturne est en effet la planète de la restriction et des épreuves ! Pourtant, si vous vous montrez raisonnable et organisé, vous pourrez garder l'équilibre. Seuls les natifs inconscients, qui se lanceront dans des achats au-dessus de leurs moyens ou dans des placements et spéculations trop hasardeux, risquent un notable retour de bâton !

Lion Les astres pourront provoquer quelques remous dans le secteur finances. Neptune, tout d'abord, vous mettra dans une situation confuse. Attention à tout ce qui manque de clarté et aux erreurs dans vos comptes. Jupiter, lui, sera beaucoup plus positif ; son intervention amènera des occasions nouvelles et vous aidera à redresser la barre.

Vierge Il n'y aura aucune influence planétaire importante dans vos secteurs d'argent. Votre équilibre budgétaire sera donc stable. Mais il y aura mieux : Pluton et Saturne vont vous aider à améliorer votre situation, à remplir votre bas de laine.

Balance Vous pourriez vous féliciter de pouvoir toujours arrondir vos fins de mois, alors que bien des gens ont du mal à joindre les deux bouts. Si vous êtes assez sage, vous devriez savoir apprécier ce privilège et le considérer comme une compensation pour certains de vos désavantages sur d'autres fronts. Ne soyez pas trop gourmand : on ne peut pas tout avoir dans la vie, et il faut bien laisser quelques parts du gâteau aux autres !

Scorpion Avec cet aspect de Mars, vous aurez des chances de voir votre équilibre financier s'améliorer. Mais vous devrez également vous méfier de l'impact de Neptune, qui pourra vous souffler de mauvaises décisions. Si vous songez à modifier vos placements ou si vous souhaitez réaliser des investissements, prenez le temps de réfléchir calmement ; demandez aussi conseil à des personnes avisées.

Sagittaire Vous aurez à faire face, dans les affaires, à un dossier particulièrement embrouillé ou hermétique. Votre intérêt sera de mettre tout en oeuvre pour y voir clair. La négligence dans ce cas pourrait entraîner des conséquences financières désastreuses.

Capricorne Journée favorable à la finance. Mais ne soyez pas trop sûr de vos analyses si vous faites des investissements ou si la spéculation vous attire. Vous aurez intérêt à tenir compte de l'avis des experts.

Verseau Evitez de chercher à régler des affaires litigieuses aujourd'hui. Sinon, vous risqueriez de vous retrouver dans une situation difficile en ayant, au bout du compte, reculé au lieu d'avoir avancé d'un pas.

Poissons Malgré tous vos espoirs, vos difficultés pécuniaires actuelles ne disparaîtront pas comme par un coup de baguette magique. La contrainte astrale restera encore sensible. Patientez, les choses s'arrangeront progressivement.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000



**PROJET INITIATIVES CITOYENNES POUR L'EFFICACITE DES MECANISMES
DE LUTTE CONTRE L'IMPUNITE AU TOGO**

**APPEL A CANDIDATURES POUR UNE FORMATION EN JOURNALISME
D'INVESTIGATION**

Pays	Togo
Intitulé de l'appel	<p>Sélection de deux (02) journalistes pour une formation avancée en journalisme d'investigation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Avoir reçu une formation en journalisme, communication, sciences de l'information ou tout autre domaine connexe ; - Justifier d'au moins trois (03) ans d'expérience professionnelle en journalisme d'investigation et/ou de reportage sur la lutte contre l'impunité des actes de violations des droits de l'Homme et de corruption au Togo; - Disposer d'une carte de presse valide ou de tout autre document valide pouvant attester du statut de journaliste; - Démontrer une motivation à travailler sur les thématiques de la corruption et l'impunité des actes de violations des droits de l'Homme ; - Être disponible sur la période de la formation ; - Avoir une bonne maîtrise du français, la connaissance de l'anglais serait un atout ; - Avoir un intérêt prononcé pour le travail collaboratif ; - Avoir au moins une idée d'enquête rédigée sous forme de note conceptuelle sur un cas réel d'allégation de corruption ou de violation de droits de l'Homme au Togo.

la thématique des droits de l'homme

- Une note conceptuelle d'un projet d'investigation sur un cas réel d'allégation de violation des droits de l'Homme ou de corruption prenant en compte tous les aspects sécuritaires relatifs à sa mise en œuvre
- Un engagement du média pour lequel travaille le journaliste à le libérer pour la période la formation et à soutenir et promouvoir ses initiatives de journalisme d'investigation.

Les Termes de Références (TDRs) complets sont à retirer au siège du CACIT sis au 269 Avenue HAHO, non loin de l'Eglise Notre Dame du Liban, Hédzranawoé ou par mail : contact@cacit.org

Le CACIT se réserve le droit de ne pas donner suite à cet appel.

Les candidatures féminines sont vivement recommandées.

Témoignages

Agouna Alédji, quand un crédit change le cours d'une vie !

L'histoire de dame Agouna Alédji aurait pu virer au psychodrame. Heureusement, elle a cru en ses potentialités et a déployé l'énergie et la détermination nécessaires pour arriver à ses fins. Très tôt, la nouvelle veuve a fait l'option des Activités génératrices de revenus pour désormais subvenir toute seule aux besoins de sa progéniture.

Alors que son conjoint vivait encore, elle s'était mise dans l'environnement champêtre de sa localité Kpewa avec lui, notamment en tant que vendeuse de bois de chauffe, principale source d'énergie pour la cuisson des ménages dans les communautés rurales. Mais avec le décès du conjoint, la veuve a pu avoir les conseils d'une amie qui l'a orienté vers la diversification de ses activités, pour mieux parvenir à gérer son ménage. Aussitôt dit, aussitôt fait. Même si durant ces périodes de doute, elle a connu des hauts et des bas. Mais elle rêvait sans cesse d'avoir une alimentation générale de proximité. C'est par l'entremise d'une connaissance de sa ruelle que Agouna Alédji à la recherche de crédit pour ouvrir un commerce d'alimentation générale a découvert les produits FNFI. Et ce fut un nouveau départ pour sa vie qui n'écrit plus de belles histoires sur ses pages. « Maintenant avec FNFI je me suis retrouvée financièrement. Franche-



ment je ne m'y attendais pas. J'ai pu construire une petite boutique dans laquelle mes enfants m'aident », confie-t-elle avec fierté. Et ce n'est pas tout. Agouna Alédji est également désormais vendeuse de céréales. Une ascension fulgurante ponctuée par un succès éclatant. L'histoire de cette dame confirme une fois encore que l'accès au financement peut s'avérer un puissant outil de développement de l'économie rurale. « J'assume seule les dépenses de scolarité et de soins de mes enfants sans demander l'aide de la famille. Ce qui n'était pas le cas par le passé où il fallait solliciter des proches pour des dons

», fit-elle savoir. Puis elle vise plus loin. Sa nouvelle ambition est de commencer à stocker des sacs de céréales pour les revendre en période de diserte. Partout ailleurs, les communautés rurales sont celles qui ont le plus besoin de services financiers, mais restent les plus maux desservis à cet égard. Au Togo, le Fonds National de la Finance Inclusive FNFI avec ses institutions de microfinance partenaires ont pu relever ce défi. Les différents produits sont accessibles dans toutes les contrées du pays ; ce qui permet de libérer l'immense potentiel économique de nombre de femmes rurales.

Avec FNFI

PSG

Antonio Conte analyse les difficultés de Mauricio Pochettino

Le trio Messi-Neymar-Mbappé a déçu pour sa première, mercredi soir face au Club Bruges. Le Paris Saint-Germain a dû se contenter d'un match nul en Belgique (1-1), malgré tout, Mauricio Pochettino a « vu beaucoup de bonnes choses » comme il l'a déclaré à l'issue de la rencontre.

Antonio Conte, consultant sur Sky Sport depuis son départ de l'Inter Milan, a tenté d'analyser les difficultés que pouvait rencontrer l'entraîneur argentin sur le banc du PSG. « Habituellement, nous les entraîneurs, nous nous plaignons du manque de joueurs, surtout de joueurs de qualité. Dans ce cas, nous parlons d'une équipe dans laquelle l'entraîneur a tellement de choix, et c'est toujours un problème à résoudre », a déclaré Conte. « Pour l'entraîneur, le mot-clé est l'équilibre, avec Neymar,



● Mauricio Pochettino, entraîneur du Paris Saint-Germain ©Maxppp

Messi et Mbappé qui doivent toujours jouer et occuper certains espaces sans les céder. Pochettino devra être bon pour trouver un système de

jeu qui garantisse un minimum de sécurité pour le gardien dans la phase de non-possession. »

Avec footmercato.net

Examen professionnel

39 196 candidats à la quête du CFA

Le Ministre délégué de l'enseignement technique et de l'artisanat, Eké HODIN a visité le mercredi 15 Septembre 2021, quelques centres du Grand Lomé pour s'assurer de l'effectivité du démarrage des examens de fin d'apprentissage pouvant conduire à l'obtention du certificat de fin d'apprentissage (CFA).

● Bernard AFAWOUBO

En fin de formation de trois années, les apprentis sont soumis à partir de ce mercredi 15 Septembre 2021 aux examens de pouvant leur permettre d'obtenir leur certificat de fin d'apprentissage (CFA). Pour constater l'effectivité du démarrage desdits examens, le Ministre délégué de l'enseignement technique et de l'artisanat, Eké HODIN a effectué une visite de quelques centres du Grand Lomé ce mercredi 15 Septembre 2021. Ils sont au total 39 196 candidats dont 26 315 filles à être évalués dans 55 spécialités entre autres la coiffure, la tresse, la couture, la menuiserie, la maçonnerie, la cuisine, la peinture, la mécanique et bien d'autres métiers d'apprentissage. Cet examen se déroule dans 365 centres sur tout le territoire national. Cette visite a eu lieu dans trois centres d'examen notamment le Lycée technique d'Adidogomé, le Centre de Construction de Lomé (CCL Cacavéli) et le Lycée Agoè. L'examen se déroule sous le contrôle de la Direction des Examens, Concours et Certification (DECC) du Ministère de l'Enseignement



● Le Ministre délégué de l'enseignement technique et de l'artisanat, Eké HODIN

Technique et de la Formation Professionnelle (METFP). « Nous avons choisi de passer contrôler le bon déroulement du CFA 2021 et nous assurer que tout se passe bien. Je peux dire que le constat positif. On a vu tous les membres du Jury et les coordonnateurs au poste. On a constaté également que les fournitures de matière d'œuvre sont en place. Chaque candidat compose en pratique. Le CFA 2021 se déroule très bien de Lomé jusqu'à Cinkassé puisqu'on a eu des informations venant de l'intérieur du pays » a déclaré Eké HODIN, le Ministre délégué de l'enseignement technique et de l'artisanat. Et d'ajouter que « Nous sommes venus en tant que porteur de message, de salutation, d'encou-

agement et de souhait de bonne réussite aux candidats et des mots de soutien à tous les acteurs impliqués dans l'organisation de cet examen. Nous avons espoir que tous se termineront bien et que les résultats seront à la hauteur des efforts des acteurs et des candidats. On a cette année au-delà de 39 milles candidats. Cela est la conséquence de la gratuité des inscriptions au CFA. On a constaté un ajout de plus de 11 milles candidats. On remercie le Chef de l'Etat pour cette faveur aux artisans et apprentis ». La phase pratique de cet examen prendra fin le jeudi suivi d'une correction immédiate. L'oral se déroulera le vendredi et la proclamation des résultats est attendue le samedi 18 Septembre prochain.

Ajax Amsterdam, LdC

Ten Hag salue la performance historique de Sébastien Haller

Sébastien Haller a réalisé une performance historique mercredi soir. Face au Sporting Lisbonne, l'attaquant de 27 ans a été auteur d'un quadruplé, le tout pour son premier match de Ligue des Champions.

Il est le premier joueur depuis Marco van Basten à qui cela arrive, à la seule différence que le Néerlandais avait déjà joué en C1 auparavant, avant la refonte de la compétition en 1992. En conférence de presse, son entraîneur, Ten Hag, a été très élogieux envers Haller à l'issue du match. « Marquer quatre buts lors d'un seul match de Ligue des Champions est quelque chose d'extraordinaire. Marquer quatre buts lors de son premier



● Sébastien Haller après son quadruplé face au Sporting Lisbonne ©Maxppp

match de Ligue des Champions est quelque chose d'extraordinaire. Je ne sais pas qui est le dernier joueur à avoir réalisé cela. Je me sou-

viens de Marco van Basten. C'est l'une des plus grandes icônes de l'histoire du football. Cela prouve quelle performance historique a été réalisée par Sébastien Haller. C'est aussi le reflet de toutes ses qualités. Il apporte beaucoup, pas seulement avec son physique, mais aussi grâce à son positionnement, à sa finition. Et je crois aussi qu'il faut être très fort mentalement pour être capable de réaliser cela », a-t-il déclaré.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles
https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance



**POUR VÉRIFIER TON IDENTITÉ ET
FAIRE TA RÉGULARISATION DEPUIS
CHEZ TOI, APPELLE LE 848**



*L'identification en ligne est soumise à conditions.
La durée d'attente peut être longue aux heures
d'affluence*

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

togocom.tg



CMJN



Édition 2021
**les
Rencontres
africa**

*La plateforme **business** pour réussir en **Afrique***



Du 5 au 7 octobre 2021



Togo - Bénin

www.rencontresafrica.org